

Il faut trouver une terre pour les Rohingyas

Par Françoise Sivignon

JE VIENS DE PASSER une semaine au Bangladesh, près de la Birmanie, dans le district de Cox's Bazar où sont réfugiés les Rohingyas victimes d'une « épuration ethnique », selon les mots de l'ONU, de l'autre côté de la frontière. Cet exode massif, par voie terrestre et fluviale, qui a commencé fin août mais s'annonçait dès le mois de février et a continué lundi dernier avec 11.000 arrivées, est la plus grande urgence humanitaire actuelle.

Il y a d'autres crises dans le monde mais l'ampleur et la rapidité de ce déplacement de population déjà marginalisée sont sans pareilles. Nulle part on ne trouve une minorité sans droits, apatride, sans terre, coincée là en attendant qu'on la mette autre part.

Au cours de notre voyage, nous avons croisé beaucoup de personnes prostrées, notamment des femmes et enfants. Dans l'immense camp de réfugiés où s'entasseront bientôt un million de gens, tous racontent la même chose: ils ont essuyé des tirs, subi des tortures à l'arme blanche, des viols. Certains ont été jetés dans le feu. C'est inimaginable. Les familles arrivent dans un état d'épuisement majeur. Elles souffrent de malnutrition, les épidémies les guettent sur ce territoire boueux.

Sur place, notre ONG comme de nom-

breuses autres, locales et internationales, se mobilise, avec des partenaires du Bangladesh, pour fournir de la nourriture, des soins de base mais aussi un soutien spécifique aux femmes et aux enfants victimes de violences sexuelles.

Au-delà de la gestion de l'urgence, il faut imaginer un futur à ces enfants qui vivent souvent dans des tentes de fortune, toits en toile et piliers de bambou. C'est vital pour eux et pour nous: faute d'agir, ils sont exposés à tous les risques et à tous les trafics, dont celui de l'héroïne venue de la Birmanie voisine.

Cela nécessite premièrement l'arrêt des exactions du côté birman, qui permettra l'accès aux populations restées dans l'État d'Arakan sous le joug de l'armée.

Deuxièmement, une décision de la communauté internationale s'impose pour parvenir à accueillir correctement les Rohingyas et à les protéger. La récente suspension des relations entre l'Union européenne et le général Min Aung Hlaing, le



PRÉSIDENTE DE
MÉDECINS DU MONDE

MÉDECINS DU MONDE / NICOLAS MOULARD

tout-puissant patron de l'armée birmane, la réunion du Conseil de sécurité de l'ONU qui s'est tenue vendredi, à l'initiative de la France et du Royaume-Uni, sont des pas dans la bonne direction, tout comme les mots prononcés par Emmanuel Macron, qui a qualifié leur calvaire de « génocide ».

Mais il existe aussi des freins: la Chine, qui siège au Conseil de sécurité, souhaite préserver ses échanges économiques avec

la Birmanie; l'Arabie saoudite, dont le pétrole à destination du marché chinois transite justement par l'Arakan; et l'Inde, qui refoule les réfugiés.

Plusieurs pistes pourraient être explorées: un embargo sur les armes à destination de la Birmanie, des sanctions commerciales, le refus d'octroi de visas aux dirigeants birmanes...

Au-delà de ces mesures, il faut se poser la question de savoir quel sera le futur de ces exilés de force. Pour l'instant, leur pays d'accueil, le Bangladesh, n'a pas signé les conventions de Genève, donc ils ne peuvent obtenir le statut officiel de réfugiés.

Malgré les efforts actuels pour mieux l'organiser, le « camp géant » dans lequel ils s'entassent ne saurait être un abri de long terme. Il faut leur offrir une terre quelque part afin qu'ils puissent se reconstruire, si cela est possible, après un voyage au bout de l'enfer. ●

**« Les familles
sont dans un état
d'épuisement
majeur.
Elles souffrent
de malnutrition,
les épidémies
les guettent. »**